

produits industriels et à un niveau effarant de 110 % sur les services. Sans un véritable marché unique, les entreprises européennes peinent à étendre leurs activités, et les innovations nationales ne traversent pas les frontières. Or, ce potentiel doit être exploité.

En outre, une transition énergétique menée de manière appropriée est essentielle. La décarbonation est, et restera, une priorité. Toutefois, il faut absolument réduire l'écart des prix de l'énergie par rapport aux États-Unis et à la Chine. L'industrie européenne est confrontée à des prix de l'électricité et du gaz jusqu'à trois fois supérieurs à ceux de nos principaux partenaires commerciaux. La transition énergétique représente à la fois une nécessité environnementale et des possibilités économiques, compte tenu des avantages indirects liés à la réduction de la pollution et de l'avantage concurrentiel découlant de la chaîne de valeur des industries propres.

Qui plus est, l'Europe reprend confiance dans le projet européen. L'intégration européenne à l'époque d'Adenauer, de Schuman et de De Gasperi a changé la donne mondiale. Elle a marqué un tournant historique, rendu possible par des dirigeants visionnaires qui ont transcendé les contraintes de leur époque et leurs intérêts à court terme. Pourtant, ces derniers temps, l'hésitation et la fragmentation ont ralenti les efforts d'intégration. Les intérêts de clocher freinent encore certaines initiatives visant à approfondir l'intégration. Les travaux de recherche sur les technologies de pointe de l'ampleur de ceux menés par la National Aeronautics and Space Administration (administration nationale de l'aéronautique et de l'espace) et la Defense Advanced Research Projects Agency (agence pour les projets de recherche avancée de défense) aux États-Unis sont entravés par des préoccupations concernant le financement conjoint. Les incohérences réglementaires entre les pays continuent de poser des difficultés au secteur privé.

Toutefois, la tendance est en train de s'inverser. À la suite de son réveil géopolitique, l'Europe reconnaît la nécessité d'une nouvelle phase d'intégration économique et, avec elle, d'une réglementation intelligente et de législations simplifiées afin de raviver l'esprit de prospérité qui a toujours caractérisé le mode de vie européen. Je suis optimiste. Une Union européenne compétitive et sûre n'est pas seulement possible, elle est à portée de main. Et la façon dont mes compatriotes polonais se sont adaptés aux changements géopolitiques, il y a 35 ans, devrait nous inspirer toutes et tous. Des changements positifs importants sont possibles même en période de turbulences mondiales. Les gouvernements de l'UE préparent le renouveau économique de l'Europe. **F&D**

ANDRZEJ DOMAŃSKI est ministre des Finances de la Pologne.

PERSPECTIVE NATIONALE : GRÈCE

UN REDRESSEMENT REMARQUABLE

Konstantinos Hatzidakis



Autrefois considérée comme le talon d'Achille de l'économie européenne, la Grèce est aujourd'hui en train de devenir un exemple de réussite improbable. Cet extraordinaire renversement de situation s'appuie sur des taux de croissance positifs supérieurs à la moyenne de l'Union européenne, un rebond important des investissements, des exportations historiquement élevées et un recul du chômage à des niveaux jamais vus depuis plus de dix ans. La politique budgétaire reste cohérente, générant des excédents primaires croissants, et la dette publique a diminué de près de 55 points de pourcentage du PIB, ce qui représente l'une des plus fortes baisses jamais observées en Europe.

Au-delà des indicateurs budgétaires et macroéconomiques, la transformation comporte également une dimension qualitative : un climat des affaires de plus en plus favorable aux investisseurs, des conditions de financement améliorées, un État qui se montre plus habile dans la gestion économique et, bien sûr, le rétablissement de la note de crédit de la Grèce dans la catégorie « investissement ».

Ces bons résultats économiques ne sont pas le fruit du hasard. C'est le résultat de la mise en

Des réformes vigoureuses ont fait de la Grèce l'une des économies à la croissance la plus rapide en Europe



œuvre d'un bon dosage de mesures : une politique budgétaire prudente pour restaurer la confiance des marchés, un effort soutenu pour assainir notre système bancaire et l'achèvement de réformes structurelles pour favoriser la croissance.

Cadres concurrentiels

Sur le plan budgétaire, nous avons constamment amélioré nos résultats depuis la pandémie, l'excédent primaire atteignant 4,8% du PIB en 2024, ce qui s'est traduit par un excédent budgétaire global de 1,3% cette année-là. Il est essentiel de noter que ces résultats n'ont pas été obtenus par une austérité draconienne, mais

Des piétons passent devant le siège de la Banque de Grèce, à Athènes.

au moyen de la croissance économique et, surtout, d'un effort résolu de lutte contre la fraude fiscale, qui, selon nos estimations, a permis d'augmenter les recettes de près de 3% l'année dernière.

S'agissant du secteur bancaire, nous avons réussi à assainir les bilans et à réduire les créances improductives. Cette étape très importante a permis aux prêteurs grecs de retrouver pleinement le rôle essentiel qui leur revient dans le financement de l'économie réelle. Dans le même temps, les dépôts ont augmenté de manière constante, et la forte rentabilité a encore renforcé les ratios d'adéquation des fonds propres. Le succès rencontré par le Fonds hellénique de stabilité financière lors de la cession de ses parts dans des banques locales, notamment auprès d'investisseurs étrangers de renom ayant une vision à long terme, constitue une preuve tangible de la confiance accordée au système bancaire grec.

Pour ce qui est des réformes structurelles, nous avons baissé les impôts et les cotisations sociales, allégeant ainsi la charge qui pèse sur les entreprises comme sur les consommateurs. Nous avons réduit les formalités administratives en simplifiant les procédures d'octroi de licences, et nous avons modernisé la législation du travail, en l'adaptant à l'évolution des besoins des entreprises et des salariés. Nous avons mis en place l'un des cadres d'incitation les plus compétitifs pour la recherche et l'innovation, y compris des déductions allant jusqu'à 315% pour les dépenses de recherche et développement. Les privatisations ont progressé à un rythme record, générant des recettes publiques et, surtout, ouvrant de nouvelles perspectives d'investissement et de création d'emplois.

Nous avons mis en place un cadre d'insolvabilité répondant aux critères les plus élaborés (et conforme aux meilleures pratiques internationales, d'après l'Organisation de coopération et de développement économiques) qui contribue à débarrasser le secteur privé de ses dettes problématiques, comme en témoigne la réduction de l'encours de la dette privée en termes absolus et par rapport au PIB. La restructuration du GrowthFund, qui gère des actifs publics, représente une nouvelle étape vers une utilisation plus efficace des ressources. Des réformes ont été mises en œuvre dans tous les domaines, notamment dans le numérique, la justice, l'éducation, le perfectionnement et le recyclage professionnels, le régime de retraite et les normes de transparence.

Toutefois, le chemin à parcourir est encore long. Nous ne minimisons pas l'importance des problèmes. Le ratio dette/PIB de la Grèce demeure élevé, bien que la dette présente une structure favorable et fasse l'objet de provisions pour taux d'intérêt, ce qui atténue les risques. L'inflation recule, mais elle demeure persistante, en particulier dans le secteur des services. L'investissement s'améliore, mais demeure en deçà

de la moyenne de l'UE, ce qui souligne la nécessité de mobiliser davantage de capitaux. La productivité, bien qu'en hausse, reste inférieure à la moyenne de l'UE. Il en est de même pour la participation au marché du travail, en particulier chez les femmes. Et, bien sûr, nous devons renforcer la capacité de résistance et l'adaptabilité de notre économie aux défis extérieurs, y compris ceux liés aux transitions écologique et numérique ainsi qu'à la fragmentation croissante de l'économie mondiale.

Programme d'action futur

Notre objectif est de veiller à ce que les gains durablement acquis ces dernières années ne soient pas compromis. C'est pourquoi nous restons fermement attachés à la prudence budgétaire. Au cours des prochaines années, nous prévoyons de maintenir des excédents primaires proches de 2,5% du PIB, et le ratio dette/PIB devrait diminuer de 20 points de pourcentage additionnels d'ici à 2028. Ces prévisions sont-elles trop optimistes ? Si l'on en juge par les résultats obtenus dans le passé, c'est tout à fait le contraire.

Ces dernières années, l'économie grecque a systématiquement dépassé les attentes en matière de résultats, souvent de manière importante. En outre, les prévisions en question ne tiennent pas encore compte de l'utilisation stratégique de nos importantes réserves de liquidités en vue du remboursement anticipé de la dette (un élément fondamental de notre stratégie hautement efficace de gestion de la dette).

Le renforcement de la discipline fiscale restera une priorité. Dans la mesure où la marge de manœuvre budgétaire dépend de l'augmentation des recettes publiques, le gouvernement s'est fixé pour objectif de mettre en œuvre des réductions fiscales favorables à la croissance, pour les travailleurs et les entreprises, afin d'accroître le revenu disponible et d'améliorer la compétitivité.

Nous sommes également déterminés à intensifier nos efforts pour transformer l'économie grecque en un modèle de croissance rapide, durable et inclusive. Pour y parvenir, nous poursuivrons des réformes porteuses de transformation axées sur l'économie réelle, notamment la simplification de la réglementation des entreprises et l'amélioration de la capacité administrative de l'État. Nous entendons lever les derniers obstacles à l'entrée sur le marché, en particulier dans le secteur des services, afin de favoriser la concurrence, d'améliorer l'efficacité et de renforcer le dynamisme des entreprises.

L'administration de la justice

Une autre priorité est de renforcer la sécurité juridique pour les investisseurs. Il est essentiel d'accélérer

l'administration de la justice, et nous avons lancé d'importantes initiatives, dont de vastes réformes juridiques et l'élargissement de l'utilisation de technologies avancées. La mise en œuvre complète du cadastre national et l'achèvement des plans d'urbanisme locaux et régionaux, qui délimiteront de manière claire et transparente l'utilisation des sols, favoriseront également un environnement d'investissement plus prévisible et plus efficace.

Nous continuerons à renforcer la concurrence dans le système bancaire pour faire en sorte que les entreprises et les consommateurs bénéficient de meilleurs services financiers, de coûts moins élevés et d'un meilleur accès au crédit. Mais il est tout aussi important d'élargir les possibilités de financement au-delà des prêts bancaires traditionnels, en particulier pour les petites et moyennes entreprises innovantes. C'est pourquoi nous mettons en œuvre une stratégie globale visant à renforcer le marché des capitaux grec et à favoriser les activités de capital-risque et de capital-investissement. L'utilisation optimale des fonds de l'UE sera également déterminante pour mobiliser de nouveaux investissements.

Dernier point, mais non le moindre, nous restons déterminés à renforcer nos infrastructures physiques et notre capital humain. Les investissements prévus dans les énergies renouvelables et les réseaux électriques contribueront à réduire les coûts de l'énergie, ce qui permettra aux entreprises d'être plus compétitives. Dans le même temps, des initiatives de perfectionnement des compétences permettront à la main-d'œuvre d'acquérir les aptitudes nécessaires pour répondre aux exigences d'une économie en évolution rapide.

La Grèce a opéré un redressement économique remarquable ces cinq dernières années. Le potentiel d'amélioration reste toutefois important. Compte tenu de l'état actuel de l'économie et de sa forte dynamique, la croissance devrait continuer à dépasser la moyenne européenne dans un avenir proche. Parallèlement, la Grèce bénéficie d'un accès au marché unique européen, vaste et à revenu élevé, ainsi que d'une faible incertitude économique et institutionnelle. Cet avantage est renforcé par la grande stabilité politique du pays et son orientation géopolitique claire.

Cet ensemble de caractéristiques, conjugué à notre engagement en faveur d'un programme de réformes ambitieux, fait de la Grèce un choix de plus en plus attrayant pour des investissements qui profiteront au niveau de vie et au bien-être de nos citoyens. **F&D**

KONSTANTINOS HATZIDAKIS est vice-président du gouvernement grec et ancien ministre de l'Économie et des Finances.